



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

MISE À JOUR DE LA SITUATION

République centrafricaine

29 juillet 2015

2,7 millions de personnes

ont besoin d'aide humanitaire

368 900 personnes

sont actuellement déplacés internes
(sur une population de 4,6 millions)

1,28 millions de personnes

ont besoin d'aide alimentaire
en phase 3 (Crise) et en phase 4 (Urgence) du 10^{ème} cycle
du Cadre intégré de la classification de la sécurité
alimentaire (IPC), avril 2015

75 pour cent

des centrafricains dépendent de l'agriculture pour leur
alimentation et leurs revenus



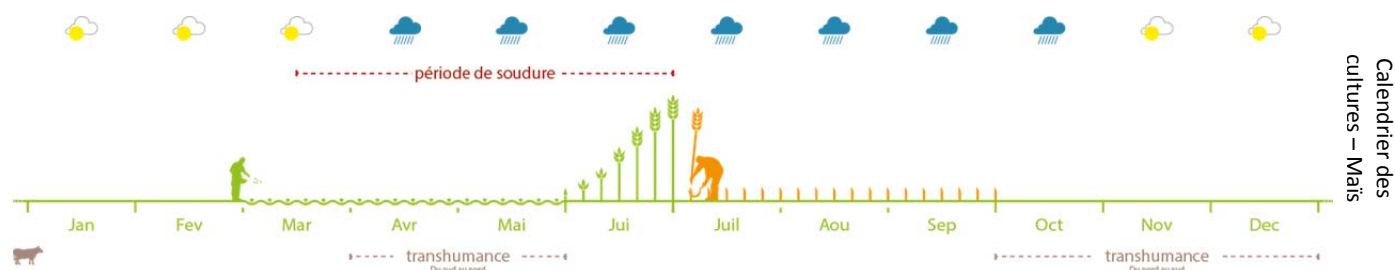
Sur les 42 millions d'USD demandés dans le cadre du Plan de réponse stratégique (SRP) 2015 pour venir en aide à 240 000 familles de paysans, la FAO a mobilisé 14,2 millions d'USD. Le secteur agricole est vulnérable, et assurer la production est essentiel pour éviter des mouvements de population qui pourraient attiser les tensions au sein du pays. Les fonds demandés incluent l'enveloppe de 5 millions d'USD pour le programme prioritaire de la FAO sur la transhumance, qui cherche à poser les bases de dialogue entre les populations Peulh (éleveurs itinérants) et les fermiers.

LES DÉFIS A RELEVER POUR L'AGRICULTURE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- ❖ L'impact de la crise actuelle est toujours fort sur le secteur agricole – qui est la base de l'économie du pays.
- ❖ La Mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires (CFSAM) a montré que la production agricole a connu une baisse de 58 pour cent par rapport aux niveaux avant-crise, avec tout de même une augmentation de 13 pour cent par rapport à 2013.
- ❖ Malgré les efforts de la FAO et de ses partenaires, de nombreux fermiers n'ont pas les intrants agricoles nécessaires pour sécuriser leurs revenus et leur alimentation.
- ❖ Le mauvais état des routes et l'insécurité qui y règne ont coupé les liens entre marchés, tout en entravant le bon déroulement des opérations humanitaires.
- ❖ Les activités de transhumance restent une menace pour les fragiles signes de réconciliation entre les anti-Balaka et les ex-Séléka car elles représentent une source de revenus pour les deux bords, qui les taxent illégalement ou les pillent. La situation dans laquelle se trouvent les ménages Peulh reste alarmante du point de vue de leur sécurité, de leurs moyens d'existence et de leur sécurité alimentaire.

OPPORTUNITÉS D'INTERVENTIONS

Avec une situation en matière de sécurité se stabilisant peu à peu, le secteur agricole est celui qui offre le plus d'opportunités de croissance économique, en particulier pour les jeunes et les retournés à la recherche d'un emploi et qui peuvent y trouver un moyen de générer rapidement des revenus tout en participant à la reconstruction de l'économie du pays.



LA RÉPONSE DE LA FAO

Pour la campagne agricole de 2015, la FAO collabore avec 25 organisations non gouvernementales (ONG). Durant le premier cycle de la campagne agricole, la FAO a distribué environ 2 900 tonnes de semences à 96 200 ménages touchés par la crise – sur les 150 000 identifiés –, permettant la mise en culture de 0,5 ha. Ceci permettra de couvrir jusqu'à neuf mois de leurs besoins alimentaires, de réduire ainsi leur dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire et d'améliorer leurs revenus. Chaque famille a reçu 31 kg de semences (d'arachide, de maïs, de riz et de sésame) et trois houes pour pouvoir semer à temps et produire leur propre nourriture. En outre, la FAO a prévu de fournir des intrants pour le second cycle de la campagne agricole à plus de 33 700 ménages ; 1 045 tonnes de semences ont déjà été acquises et sont actuellement remises aux ONG afin de procéder à leur distribution.

Afin d'augmenter la résilience des ménages, la FAO a développé une approche globale nommée « caisses de résilience », permettant aux familles de développer leurs pratiques agricoles, leurs capacités financières et les structures de gouvernance au niveau communautaire. Des contrats sont passés avec les familles participantes afin d'assurer la qualité des semences produites; un soutien aux cantines et aux potagers des écoles sera apporté, un suivi sur la nutrition et la mise en place d'initiatives de transferts monétaires seront proposés dans le but d'augmenter les capacités des communautés. Ces activités, couplées avec la distribution de petit matériel de transformation, permettront de constituer des stocks de nourriture et de semences. Les mesures tendant à augmenter la résilience ne dépendant pas de la saison des pluies, elles donnent aux familles l'opportunité d'accumuler et de protéger des biens variés de manière régulière, tout au long de l'année, en plus de leur apporter de nouvelles connaissances. Environ 150 membres d'ONG nationales et internationales ont été formés à l'approche « caisse de résilience », plus particulièrement sur les programmes d'épargne et d'emprunt et sur les écoles agricoles rurales; sur les 90 000 foyers identifiés, 35 450 bénéficieront de soutien en 2015. Les protocoles d'accord ont été signés entre la FAO et 19 ONG nationales ainsi que quatre ONG internationales (14 restent à signer).

Le chômage chez les jeunes constitue un problème majeur, menant souvent à la délinquance et aux troubles sociaux, c'est pourquoi cette partie de la population est une des cibles prioritaires de l'Organisation. La FAO soutient 2 100 jeunes au travers d'activités telles que les travaux à haute intensité de main d'œuvre, les jardins potagers scolaires, l'agriculture périurbaine, les programmes de travail-contre-rémunération ou le développement du secteur agroalimentaire. De plus, à travers l'Initiative Jeunesse, la FAO apporte son soutien au Gouvernement, aux ONG et aux autres partenaires dans la formulation de programmes concernant la réduction du chômage chez les jeunes et l'augmentation de la production agricole.

Le Cluster de Sécurité Alimentaire : Ce Cluster, codirigé par la FAO et le PAM, a apporté son soutien pour coordonner l'action des partenaires locaux et du Gouvernement dès les premiers stages de la crise (décembre 2013). Le Cluster a joué un rôle clé durant la saison des semis en favorisant les actions conjointes de la FAO, du PAM et des ONG. La FAO a fourni les intrants agricoles, le PAM les rations de protection tandis que les ONG partenaires étaient en charge de d'organiser la distribution de ces semences et de la nourriture au même moment, pour limiter le risque de consommation du matériel de plantation. Les objectifs SRP pour 2015 sont de : fournir une assistance alimentaire vitale; soutenir les activités agricoles et maraichères en sécurisant l'accès aux moyens de production (surtout pendant la période de soudure); renforcer la résilience des familles par des activités agricoles productrices de revenus et par le renforcement de leurs capacités; encourager la gestion des ressources naturelles par des approches favorisant la cohésion sociale; et coordonner l'organisation des interventions visant la sécurité alimentaire ainsi que la gestion et le partage de l'information par les partenaires de la FAO.

MONITORING DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, DOCUMENTS D'ANALYSE ET D'ÉVALUATION

Une évaluation de la sécurité alimentaire dans des conditions d'urgence et CFSAM ont été menées entre août et septembre 2014 en partenariat avec le PAM et les acteurs de la sécurité alimentaire. Elles avaient pour but d'évaluer les résultats de la campagne agricole et la situation en termes de sécurité alimentaire dans le pays. La prochaine CFSAM sera menée en septembre 2015.

La dernière analyse IPC (avril 2015) montre une légère amélioration par rapport à la précédente (octobre 2014).

Une plateforme de travail sur la transhumance a été établie au niveau national. La FAO et ses partenaires ont effectué une évaluation exhaustive et une cartographie de la localisation et des mouvements des éleveurs et de leurs troupeaux. Le rapport sur la mission menée conjointement par les *Catholic Relief Services* (CRS), le Conseil danois pour les réfugiés (CDR) et la FAO a été publié et propose des actions prioritaires ainsi que des éléments de stratégie sur le long terme. Les objectifs sont de soutenir la reconstruction du secteur de l'élevage et de la cohésion entre les communautés, ainsi que d'accompagner le Gouvernement dans ses efforts de réconciliation au sein du pays.

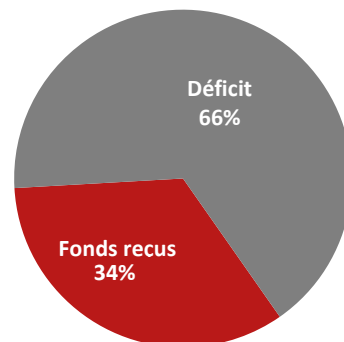
ONG partenaires : Action contre la faim, Africa Humanitarian Action, Agency for Technical Cooperation and Development, Catholic Organisation for Relief and Development Aid, CRS, Community Humanitarian Emergency Board, Cooperazione italiana, Croix rouge, CDR, Première urgence-aide médicale international et Triangle.

Partenaires ressources : les Gouvernements de Belgique, du Canada, d'Italie et du Royaume-Uni, l'Union Européenne et ECHO, la Banque africaine de développement, le Fonds central pour les interventions d'urgence, le Fonds humanitaire commun pour la République centrafricaine et la Banque mondiale.

FINANCEMENT TOTAL (2015)

Total des fonds requis par la FAO (SRP):
42 millions d'USD

Déficit de financement :
27,8 millions d'USD (SRP)
Fonds manquants pour la transhumance:
3,3 millions d'USD



BÉNÉFICIAIRES PRÉVUS:
240 000 FAMILLES

CONTACTS

Jean-Alexandre Scaglia | Représentant de la FAO | Bangui, République centrafricaine | Tel. +236 7203 2511 | JeanAlexandre.Scaglia@fao.org

Dominique Burgeon | Directeur, Division des urgences et de la réhabilitation | Rome, Italie | Tel. +39 06 570 53803 | Dominique.Burgeon@fao.org